

La révolution des paiements : des États-Unis d'Europe à la tour de Babel réglementaire



Damien GUERMONPREZ

Président exécutif de Lemonway et administrateur de l'AFEPAME

La grande promesse de la DSP2

La DSP2 a ouvert une brèche historique. Pour les nouveaux acteurs — établissements de paiement (EP) et établissements de monnaie électronique (EME) — elle a représenté l'avènement d'un marché unique enfin accessible : un seul agrément, délivré par l'autorité de leur pays d'origine, un seul superviseur à qui rendre compte, et la liberté de servir des clients dans les 26 autres États membres via un simple passeport européen. La promesse était celle de règles harmonisées, d'une Europe des paiements enfin unifiée.

Lemonway en a vécu l'euphorie dès 2013. Agrément ACPR obtenu fin 2012, passeporté aussitôt dans toute l'Union, la société servit rapidement des centaines de plateformes en Europe : des places de marché B2C comme les billetteries Billetweb ou SNCF Connect & Tech, Hemea pour les travaux, Sécuritest pour les contrôles techniques, des acteurs B2B comme TourCom et ses 1200 agences de voyages, ESF et ses moniteurs de ski ou encore des plateformes C2C et des sites de crowdfunding. À chaque fois, la même logique : Lemonway prend en charge le cadre réglementaire et encaisse pour le compte d'une place de marché qui peut ainsi rester concentrée sur son cœur de métier. Lemonway offre à une place de marché comme celle de Decathlon l'accès à toute l'Europe à partir d'une seule API.

Petit à petit, la réalité a rattrapé la promesse

Mais la belle mécanique a commencé à se gripper. EP français, Lemonway a dû enregistrer ses plateformes partenaires étrangères comme agents de paiement auprès des autorités locales. Ce qui devait être une formalité est devenu une industrie à part entière.

En 2025, la situation est sans ambiguïté. Lemonway gère des relations avec les superviseurs locaux d'une vingtaine de pays, répond chaque année en moyenne à trois contrôles sur place conduits par des superviseurs nationaux différents, leur produit une vingtaine de reportings locaux par mois, maintient un point de contact central dans chaque pays, et entretient des « gap analysis » pour mesurer les différences réglementaires et continuer ainsi d'opérer légalement dans chacun des 26 États en dehors de la France.

Pour une scale-up de 150 personnes, le surcoût de cette surréglementation digne d'une banque systémique est considérable — en ressources humaines, en coût de conformité, en délais de mise sur le marché.

La DSP2 n'y est pas étrangère. Si elle a harmonisé les services de paiement, elle n'a pas touché aux aspects LCB-FT — lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme — restés du ressort des



superviseurs nationaux. Transposée différemment d'un pays à l'autre, elle a fini par générer exactement la fragmentation qu'elle était censée combattre.

Les divergences que l'on mesure sur le terrain

Lemonway a répondu à une consultation ouverte par l'AMLA, la nouvelle Autorité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, pour documenter ces écarts. Sa mission est de coordonner les autorités nationales afin d'assurer l'application correcte et cohérente des règles de l'UE. Elle ne manque pas de travail !

L'Italie exige le code fiscal et le nom de province dans les données d'entrée en relation (KYC). En Allemagne, la combinaison d'une pièce d'identité et d'une signature électronique qualifiée (QES) est inopérante pour la vérification d'identité. Sur le KYC allégé, certains pays imposent une vérification complète avant l'ouverture du compte, d'autres seulement avant le premier payout — avec des variations sur les documents acceptés. En Espagne, le superviseur ne veut pas entendre parler d'agent de paiement. Autant de divergences qui forcent chaque PSP à maintenir autant de processus que de marchés servis.

Ce que Lemonway attend de la DSP3

La DSP3 et son règlement d'application (PSR), publiés en juin 2023, sont attendus comme une seconde chance — non de recommencer, mais de finir le travail.

Les avancées proposées sont réelles : les PSP pourront partager des données sur les transactions

frauduleuses pour mieux combattre une fraude toujours plus sophistiquée ; les banques devront améliorer leurs APIs pour faire entrer l'open banking dans sa maturité opérationnelle ; l'asymétrie entre banques et établissements de paiement sera réduite, reconnaissant leur rôle d'infrastructure critique de l'économie numérique ; les consommateurs disposeront de tableaux de bord pour contrôler l'accès de tiers à leurs données.

Lemonway attend surtout que la DSP3 clarifie le statut de l'agent de paiement et mette fin à la multiplication des enregistrements locaux qui plombent les opérations européennes.

Illustration concrète de ce déséquilibre : depuis fin 2025, Lemonway a imposé la double vérification d'identité à l'ensemble de ses plateformes et de leurs utilisateurs finaux, conformément aux obligations en vigueur. En se rapprochant du client final pour collecter les documents nécessaires pour l'exercice de liveness ou reconnaissance faciale, Lemonway a fait le choix de la conformité stricte. Mais nombreux de ses concurrents, de peur de dégrader leur parcours client, tardent à mettre en place cette mesure pourtant obligatoire. Résultat : Lemonway subit une distorsion de concurrence réelle de la part d'acteurs basés au Grand-Duché de Luxembourg — ou même en France.

Tant que chaque pays continuera de tolérer des niveaux d'exigence différents, la promesse du marché unique restera lettre morte. Nous devons tout à l'Europe. Mais l'Europe nous doit encore l'achèvement de son marché intérieur des paiements. ■